

Cet article est guidé par l'idée que l'extrême gauche et l'aile anti-capitaliste du mouvement anti-mondialiste ne doivent pas se payer de mots et doivent discuter vraiment sérieusement de la situation à laquelle les salariés sont confrontés. La dernière section présente des hypothèses quant aux débouchés politiques qui permettraient que les intérêts des salariés, ceux par conséquent de la majorité de la société soient défendus et leurs volontés traduites en actes.

Cinq mois après le 29 avril : reconnaître la dimension exceptionnelle des problèmes

Le 4 octobre, un million de salariés ont répondu à l'appel à manifester des confédérations syndicales. Un nombre bien inférieur a fait grève et en Ile-de-France, le dispositif anti-grève du « service garanti » a fonctionné pour la première fois. Il est néanmoins certain qu'un très grand nombre de salariés ont voulu marquer ce jour-là dans la rue leur hostilité au gouvernement, ainsi que leur disponibilité pour des actions d'une autre envergure qu'une journée d'action de plus, fût-elle appelée par l'ensemble des confédérations. Les observateurs ont relevé la gravité des cortèges, gravité d'autant plus frappante que beaucoup de salariés de moins de trente ans y participaient. Cette gravité est aisée à comprendre. Aujourd'hui, la manière dont la grève des marins de SNCM s'est achevée et dont la privatisation d'EDF a été imposée dans la foulée, ne pourrait que l'accentuer.

**SE VOIR RÉIMPOSER
CHAQUE FOIS LA MEME
POLITIQUE : PERPLEXITÉ
DES SALARIÉS
ET CONSCIENCE
CROISSANTE QUE
LA BARRE EST PLACÉE
TRES HAUT**

Voici à peine cinq mois, au terme d'un important processus d'auto-activité politique, les salariés avaient infligé le 29 mai une cinglante défaite au président de la République et au gouvernement comme à tous ceux, à commencer par les dirigeants de la majorité au Parti socialiste, qui les appelaient à ratifier le Traité constitutionnel européen. Mais, dès le 7 juin, ils ont entendu Bernard Thibaut, qui avait été mis en minorité en janvier

au sein du Conseil national de la CGT à propos de son appui au TCE, déclarer que « *les salariés souhaitaient un changement de cap, pas de gouvernement* ». S'exprimant autant en porte-parole autoproclamée du *Non* que comme secrétaire générale du PCF, Marie-George Buffet a appelé de son côté Jacques Chirac à « *respecter le mandat populaire* », à se « *faire le porteur des exigences du Non* » auprès de l'Union européenne. À peine nommé, le nouveau gouvernement de l'UMP a donc pu tout de suite lancer l'offensive contre les salariés dans le droit fil de la politique menée par celui de Raffarin. Une fois de plus, au lendemain d'une victoire politique retentissante, les salariés se sont vu réimposer la politique qu'ils venaient, pour la énième fois, de « condamner dans les urnes », après l'avoir combattue lors de grandes grèves et de grandes manifestations.

La campagne qui a abouti au rejet du TCE a comporté plusieurs aspects notables qui lui ont donné son caractère exemplaire. Les leçons en seront retenues dans le cadre de batailles politiques et de luttes sociales futures. Les opposants aux TCE se sont trouvés confrontés au front uni de tous ceux qui ont participé, depuis 1983 en particulier, à la mise en place d'institutions politiques, juridiques et politiques qui ont servi de relais en Europe continentale à la subordination des salariés et des dominés à la mondialisation du capital, par la mise en œuvre de mesures de libéralisation, de déréglementation et de privatisation que chaque bourgeoisie et chaque gouvernement national étaient incapables d'imposer isolément. Tirant parti d'expériences politiques vécues par eux-mêmes ou transmises par leurs aînés, les salariés citoyens se sont organisés dans des formes de regroupement et d'auto-ac-

tivité proprement politiques telles qu'il n'y en a pas eu en France depuis longtemps. On y revient longuement plus bas. Dans un face-à-face politique qu'ils ont rendu chaque jour plus compréhensible, les opposants au TCE ont pu aider l'électorat à se déterminer selon des clivages de classe. Le *Non* a été très majoritaire chez les salariés, les jeunes, les chômeurs et les petits exploitants agricoles. L'électorat traditionnel du Parti socialiste s'est séparé de la direction de ce parti. Les électeurs Verts ont fait de même.

Le caractère éclatant de cette victoire rend d'autant plus criant le contraste avec de ce qui s'est passé depuis. Un tremblement de terre politique a bien eu lieu. En sont sortis un gouvernement faible, tiraillé par de profondes divisions, et un Parti socialiste qui se trouve actuellement dans l'impossibilité de se présenter comme parti capable de succéder à l'UMP au pouvoir selon le jeu de « l'alternance » pratiquée depuis 1986. Ce gouvernement n'en agresse pas moins de plus belle les salariés et les chômeurs, n'en pourchasse pas moins de plus belle la jeunesse en ciblant d'abord les jeunes immigrés scolarisés. Dans leur configuration des années 1960, il avait fallu seulement 10 ans à la classe ouvrière et à la jeunesse étudiante pour se lever dans la grève générale contre le régime de la V^e république, vivre pendant plusieurs semaines l'ivresse du « tout est possible », obtenir quand même satisfaction de beaucoup de revendications et faire tomber De Gaulle un an plus tard. Or ce qu'ont vécu la classe ouvrière et la jeunesse depuis dix ans (dans quelques semaines ce sera le dixième anniversaire des grèves et du vaste mouvement social de 1995), c'est une situation où **quoi qu'elles aient pu faire jusqu'à présent**, que ce soit de très grandes

grèves (il y a aussi eu 2003), de très grandes manifestations ou par le contenu très clair du « message » de leur vote dans une succession rapide de scrutins dont le référendum du 29 mai a été le dernier en date, elles ne sont pas parvenues à infléchir, tout au plus à retarder un peu, le cours de la politique combattue et rejetée. Avant comme après chaque événement important, ce sont les **mêmes mesures**, au mieux servies avec une nouvelle sauce, qui leur ont été imposées. Il y a de quoi nourrir la perplexité des salariés.

Il est indispensable d'intégrer cette perplexité dans toute analyse politique du mouvement d'ensemble des salariés. Ceux-ci ont, à des degrés de clarté divers, le sentiment que les processus liés à la mondialisation du capital ainsi que les reculs qu'ils ont été contraints de subir après des combats pourtant très importants, placent la barre très haut. Au niveau de l'entreprise ou du secteur, il peut s'y superposer dans un nombre croissant d'occasions un sentiment complémentaire d'être le dos au mur et de n'avoir d'autre choix que de réagir de façon violente comme à Celatex en 2003, de se battre avec la rage du désespoir le jour où les fermetures sont annoncées. Chaque fois qu'ils veulent s'engager dans une vraie résistance, les salariés sont confrontés, comme cela vient d'être de nouveau le cas à Marseille, aux positions prises par les directions syndicales. Le discours sur le cours largement « irréversible » de la mondialisation, sur l'impossibilité de sortir, non seulement du capitalisme mais même du libéralisme (ce qui est bien sûr exact, tellement libéralisme et capitalisme ne font qu'un) leur sert à défendre l'idée que tout ce qu'on peut faire, c'est « s'adapter ». S'il en est ainsi, les conditions imposées aux salariés de

la SNCM peuvent alors être présentées comme les « meilleures qui pouvaient être obtenues ».

Après comme avant le 29 avril, le discours sur « l'irréversibilité » est propagé à longueur de journée dans les médias par les « penseurs officiels » qui ont défendu bec et ongle le TCE. Il imprègne les appareils de tous les syndicats, pas seulement celui de la CFDT, et sert de justification à leur politique. Il opprime et oppresse par sa seule continuité. Il bénéficie pour le moment de la faiblesse, ou tout au moins du caractère extrêmement lacunaire des propositions que les anticapitalistes lui opposent actuellement, où que ceux-ci se trouvent et soient organisés, donc autour de *Carrière Rouge* comme partout ailleurs. Il est un rouleau compresseur idéologique d'autant plus fort qu'il reçoit une vérification presque quotidienne sous la forme des annonces de fermeture ou de délocalisation d'entreprises. L'urgence de l'urgence est la reconstitution du côté des salariés d'une perspective d'avenir lisible et saisissable.

**SI FAIBLE QU'IL SOIT,
LE GOUVERNEMENT
PEUT COMPTER
CHAQUE FOIS
SUR LES APPAREILS**

On peut même élargir cette réflexion. Aujourd'hui, on vit une situation où chaque individu pensant en France est obligé de résister à un climat délétère dans lequel un Garde des Sceaux peut appeler à l'acceptation d'une loi dont il reconnaît lui-même qu'elle est inconstitutionnelle, ou un Ministre de l'Intérieur programmer une descente de police pour nourrir d'images son prochain passage à la télévision. Il

n'est pas bon pour le moral d'assister impuissant à la mort quasi quotidienne d'hommes, de femmes et d'enfants aux portes de l'Union européenne, de voir les pays signataires de l'accord de Schengen, dont la France, pousser le Maroc et l'Algérie à envoyer ceux-ci dans le désert même s'ils doivent en mourir, de savoir que ces pays financent des camps de concentration pour les « candidats à l'immigration » en Libye et en Tunisie. Il n'est pas bon d'avoir à reconnaître que face aux expulsions des immigrés de leurs logements peu, sinon presque rien d'effectif n'est fait par les partis et les syndicats. Il a fallu que les lycéens se mobilisent très largement eux-mêmes pour défendre leurs camarades de classe « en situation irrégulière » pour que le gouvernement daigne surseoir à leur expulsion immédiate.

Le gouvernement divisé est à l'image d'une bourgeoisie elle-même submergée par la prise de conscience de ne plus avoir de projet d'avenir qui puisse la cimenter et qu'elle puisse présenter pour se légitimer face aux salariés. Elle vit elle-même au jour le jour sur la base d'une exacerbation du « chacun pour soi » fort bien illustré sur le terrain de la « concurrence scolaire ». Sur le plan des rapports capital-travail, cette bourgeoisie est forte de tout ce qui se trouvait déjà, et qui se trouve toujours, dans le titre III du TCE, c'est-à-dire les stipulations et les points d'appui apportés par l'ensemble des Traités européens. Les groupes industriels, et même les fonds de placement ayant racheté des entreprises peuvent, chaque fois qu'ils le veulent, délocaliser tout ou partie des opérations de valorisation du capital productif sans que les salariés aient la possibilité de les en empêcher. Jour après jour, cette bourgeoisie met son patrimoine financier mobilier à l'abri dans les Bourses et

les paradis fiscaux à l'étranger. Elle se sert de cette mobilité pour achever d'échapper à l'impôt. Elle est d'autant plus encline à exiger du gouvernement qu'il fasse usage des stipulations des Traités européens qu'elle est à la fois talonnée par la concurrence que lui livrent les bourgeoisies rivales, et envieuse de celles qui se sont ménagées, comme la Britannique, une existence paisible, engrangeant le résultat des placements financier et payant des impôts très légers... ! Aussi longtemps qu'il n'existe pas une force pour s'opposer à elles, « *les pensées de la classe dominante, écrit Marx dans l'Idéologie Allemande, sont aussi les pensées dominantes de chaque époque* ». Celles de la bourgeoisie française, comme des autres bourgeoisies en Europe, sont celles de l'absence de tout autre projet que l'enrichissement personnel, de l'acceptation (thème de la « mondialisation heureuse ») d'une lente décadence où ne comptera plus que la position que les plus riches et les plus forts imposent aux non-possédants, aux exploités, aux « sans ». Le problème, c'est qu'en face il y a peu de forces pour contrecarrer le discours de l'horizon clos et de « l'adaptation inévitable », et que celles-ci de surcroît sont dispersées, chacun défendant son petit pré-carré et ses projets propres,

Le gouvernement Villepin, écartelé par ses divisions internes, est à l'image de cette bourgeoisie en déclin accéléré. Mais si faible soit-il, ce gouvernement ne tombera pas de lui-même. Il ne tombera que s'il est chassé. Or dans l'immédiat le gouvernement Villepin continue à bénéficier de la protection des appareils syndicaux, au premier chef celui de la CGT. L'autorité de la direction de Bernard Thibaut et Jean-Christophe Le Duigou a été très affaiblie par la défaite qu'elle a subie début février sur la position

de la CGT sur le TCE. On peut espérer qu'ils paient leur action à Marseille au prochain congrès. Reste que l'appareil de Montreuil a montré encore une fois sa capacité à bloquer et à disloquer un processus qui a vu la grève générale se profiler à Marseille, à isoler et donc à épuiser les marins de la SNCM jusqu'à ce qu'ils votent la fin de la grève. Ce vote s'est fait sous une forte pression des délégués, matérialisée par la manière même dont les bulletins du dernier vote ont été rédigés : « *Oui à la reprise de l'activité pour éviter le dépôt de bilan* » ou « *Non à la reprise de l'activité = dépôt de bilan* ». Une fois encore, ce sont leurs dirigeants qui auront fait le travail que le gouvernement ne pouvait pas faire, infliger aux travailleurs d'un secteur une défaite qui ne semblait pas inévitabile. Les salariés ont une expérience de plus à digérer. Cela ne peut qu'accentuer chez eux l'idée de l'importance des obstacles à affronter et des problèmes à résoudre.

La défaite des salariés de la SNCM a conforté le gouvernement, qui en a profité pour accélérer la privatisation d'EDF. Pressés par les contraintes objectives de la concurrence et par les obligations contractées au niveau européen, gouvernement et patronat vont pouvoir continuer à se dire que la politique des syndicats aidant, l'action des salariés, si intense qu'elle soit à certains moments, n'ira jamais au-delà de gestes de forte résistance, donc de quelque chose qui finira par s'épuiser. Conviction chez certains dirigeants politiques et chefs d'entreprise, cette idée peut être un simple pari chez d'autres. Elle ne m'en paraît pas moins être présente dans leurs comportements au jour le jour. Elle me paraît s'être exprimée au moins en partie au début à Marseille, dans la manière « irresponsable » dont la privatisation de la SNCM a été préparée

sans association préalable de la CGT (celle-ci viendra lorsque le conflit sera déjà devenu très sérieux sous la forme d'une démarche de Bernard Thibault en direction de Villepin) et annoncée à un niveau subalterne de responsabilité de l'État (le préfet de région). Rien de bien grave, peuvent se dire Thierry Breton et consorts puisque l'appareil de Montreuil a été là pour sauver la mise.

RETOUR

SUR LES PROCESSUS

D'AUTO-ACTIVITÉ

QUI ONT PERMIS

LA VICTOIRE DU NON

L'élément qui vient contrecarrer, au moins momentanément et partiellement, ces tendances est l'expérience formidable faite au printemps de l'efficacité dans la lutte politique de facteurs cruciaux comme la démocratie et l'unité. Les processus d'auto-activité qui ont permis la victoire du *Non* ont montré leurs potentialités. La victoire du *Non* a vraiment été **construite**. La capacité des militants à s'opposer au bloc des appareils politiques et syndicaux qui les appelaient à ratifier le TCE, et à résister à la pression des « penseurs officiels » soutenus par les grands médias et leurs propriétaires, a jeté les bases d'une partie des conditions subjectives nécessaires pour des actions futures pouvant conduire à des défaites de la bourgeoisie d'une ampleur plus grande que celle du 29 avril. Les processus d'auto-activité qui ont construit la victoire du *Non* sont le principal, sinon le **seul** facteur de fragilisation de la domination de la bourgeoisie sur lequel les militants anti-capitalistes peuvent s'appuyer. Au départ de leur lutte, les marins de la SNCM ont d'ailleurs paru y avoir

eu recours : fonctionnement en assemblées générales, présence massive à celles-ci, contrôle (mais n'était-ce qu'une apparence ?) des dirigeants syndicaux (les représentants de la CGT de Marseille ont donné l'impression d'arriver aux rencontres avec Thierry Breton et Dominique Perben avec des **mandats impératifs**), rejet des discours les appelant à la « raison » (ce que certains médias nomment « l'autisme » des grévistes). Mais de façon complémentaire, Marseille a illustré le long chemin qu'il reste à parcourir dans la préparation du type de mouvement de classe susceptible, aussi bien de chasser le gouvernement Villepin que d'infliger à la bourgeoisie des défaites politiques ayant une incidence directe et forte sur le plan des rapports capital-travail. À Marseille et dans sa région, les prémisses de la grève générale ont été réunies, sans une fois encore qu'il y ait eu d'instrument démocratique et pluraliste de centralisation politique des travailleurs en mesure de l'imposer.

L'importance extrême des processus d'auto-activité en tant que facteur de fragilisation de la domination de la bourgeoisie exige que l'on examine de près les forces et les faiblesses de la bataille politique que les militants anticapitalistes ont livrée au sein des comités unitaires et, pour certains, au sein du Parti socialiste. Bien que nous en ayons parlé dans *Carré Rouge* dès le N° spécial de la revue sur le TCE (supplément au n° 31, devenu pour des raisons administratives N° 32), puis de nouveau dans plusieurs des contributions dans le n° 33, il faut rappeler les processus qui ont conduit à la victoire du *Non*. Pour moi, ils ont été au nombre de trois.

- Le premier a été le mouvement qui a vu la prise en main de la campagne par une couche de quelques centaines

de militants politiques et associatifs qui sont devenus quelques milliers, mais qui n'ont sans doute pas été plus de dix mille sur toute la France, même à la veille du scrutin. Cette prise en main s'est faite en plusieurs temps. Le premier s'est situé à la fin de l'été, après l'université d'été d'Attac et à la suite du lancement de l'appel des 200. Le second est intervenu à la suite du processus moins visible et moins connu qui a poussé les responsables fédéraux et régionaux de la CGT, sous la pression de militants syndicaux et de travailleurs non ou plus syndiqués, à décider qu'ils ne pouvaient pas suivre Thibaut et Le Duigou dans leur appui au TCE et à les mettre en minorité de façon spectaculaire. Le vote de la CGT a effacé les conséquences du vote majoritaire pour le *Oui* lors du référendum au Parti socialiste, et a poussé un certain nombre de responsables de courants et de fédérations à annoncer que les intérêts des salariés l'emportaient sur la discipline interne, conduisant Marc Dolez à voter *Non* lors de la réunion du Congrès à Versailles. Beaucoup de militants socialistes qui avaient voté *Non* (mais pas tous) ont pu se joindre de nouveau à la bataille pour le *Non*. Ils l'ont fait en ordre dispersé cependant, avec des effets qui sont devenus apparents depuis.

• Il y a ensuite eu la constitution de formes d'organisation *ad hoc*, qui ont été, le temps de leur durée, le cadre de ce que j'ai nommé une forme de « front unique à la base » (voir mon article du n° 33). Dans une partie des collectifs et des comités, principalement ceux se réclamant de l'appel des 200, il s'est formé de façon provisoire une configuration du front unique reposant sur la forme embryonnaire d'organisation indépendante *ad hoc* représentée par ces regroupements qui ont pris le nom flou de « comités

unitaires ». Pas mal de militants du PS ont rejoint ces structures *ad hoc*, mais seuls ceux du PRS de Jean-Luc Mélenchon ont reçu la consigne d'y être actifs, voire de chercher à les prendre en main en alliance avec des militants du PCF. Les militants de la LCR y ont été très actifs, toutes tendances confondues, mais faute d'orientation politique vraiment indépendante de celle du PCF, ils n'ont pas eu le poids politique qu'ils auraient pu avoir. Dans les localités où la formation de ces comités s'est plutôt faite sous l'égide de l'appel des 200, la majorité des militants des comités locaux d'Attac (de quartier dans les grandes villes, de villes dans les banlieues et en province), s'y sont joints, partageant leur temps militant entre le travail mené au nom d'Attac et celui mené comme membres des « comités unitaires ».

À leur apogée, les comités unitaires rassemblaient des militants qui, tout en étant membres d'un parti, d'une « orga » ou d'une association, ont très largement pensé et agi par eux-mêmes (ceux du PRS étant les plus coordonnés et suivis par leur direction). Pour une part, leur travail commun était la conséquence de ce qu'on peut caractériser comme une modalité de « front unique au sommet », dont Marie-George Buffet et Jean-Luc Mélenchon ont été les dirigeants les plus en vue, suivis par Olivier Besancenot et les autres porte-parole de la LCR, et en tous les cas les mieux munis d'une orientation politique. C'est des ambiguïtés et des limites de ce « front unique au sommet » que partent beaucoup des problèmes auxquels les militants des comités du 29 mai, successeurs des « comités unitaires du Non », sont confrontés aujourd'hui. À leur apogée, les « comités unitaires » ont été marqués par leur capacité d'initiative et d'organi-

sation propre. Ils rassemblaient à côté des militants organisés des salariés non-encartés, des retraités, des chômeurs et des étudiants et lycéens qui se retrouvaient dans les réunions, les collages, les distributions de tracts, comme dans les discussions avec les gens de plus en plus nombreux qui prenaient et qui lisaient les tracts. Ceux-ci étaient financés mais aussi écrits par chaque comité. Leur rédaction a permis la confrontation de lectures au départ un peu différentes du TCE, comme de positionnements différents face au libéralisme et à son rapport au capitalisme. Il y a eu un début de clarification. Bien que celle-ci reste un point d'appui potentiel, elle est quand même restée limitée.

• Le troisième processus, fruit des deux premiers, a été le début de re-politisation de salariés, ou anciens salariés, qui s'est produit et qui a ramené aux urnes une partie de ceux qui s'étaient réfugiés dans l'abstention ou même le vote FN, dans le cadre d'un vote dont le contenu de classe a tout de suite été reconnu par les commentateurs les plus honnêtes ou au moins les plus décidés à être enfin lucides.

OBSTACLES ET LIMITES

TRES FORTES

DANS L'ACTIVITÉ

DES COMITÉS UNITAIRES

APRES LE 29 MAI

Écrits fin juin, ceux des articles du n° 33 de *Carré Rouge* qui ont porté, en tout ou en partie, sur les comités unitaires, ont reconnu leur formation et leur activité pour ce qu'elles ont été effectivement, à savoir la première reprise depuis longtemps d'une auto-activité des salariés (ici j'adopte le terme proposé par Alain Bihl dans le travail publié dans ce numéro de *Car-*

ré Rouge) sur un plan proprement **politique**. Mais les articles du n° 33, dont le mien, ont fortement surévalué la force des comités et n'ont pas souligné suffisamment leurs faiblesses et leurs limites. Aujourd'hui, alors que les comités unitaires sont très affaiblis, il est nécessaire de définir ces limites aussi précisément que possible. C'est la principale contribution que des militants puissent apporter s'ils veulent que se produise, sans qu'on puisse en fixer les délais, le re-surgissement d'une auto-activité du prolétariat (je renvoie aussi à la définition que Bihr propose de cette notion) centrée sur des objectifs politiques.

Même si cela peut paraître paradoxal, la première limite de l'action des comités a été la nature même de la question politique qui a entraîné leur formation, c'est-à-dire le rejet du TCE et le succès de l'action ayant pour but de faire gagner le *Non* au référendum du 29 mai. Cette action se plaçait sur un terrain électoral et son but était atteint avec la victoire du *Non*. Même si une partie au moins des militants se sentaient assez soudés par le travail politique qu'ils avaient mené ensemble (lecture et discussion collective du texte du TCE, rédaction des tracts et mise en commun d'idées sur le libéralisme et le capitalisme, mais de façon beaucoup plus limitée sur le contenu possible d'une « autre Europe »), l'existence des comités en tant que formes d'organisation pour une action précise était terminée **du fait même de la victoire du *Non***. L'effort entrepris par une partie des initiateurs de l'appel des 200 et une partie des militants des comités pour tenter de continuer à faire vivre ceux-ci s'est donc heurté à une difficulté objective : la campagne était terminée, le référendum était gagné !

Parallèlement, pour des raisons politiques « terre à terre », cet effort pour

prolonger la vie des comités n'a reçu qu'un soutien politique limité de la part des partis, organisations, courants dont l'accord avait facilité la vie des comités. Estimant que le chemin était suffisamment dégagé pour Laurent Fabius et sachant que celui-ci ne se lierait jamais les mains sur des questions posées par un début d'auto-activité des salariés, le PRS a appelé ses militants à d'autres tâches tournées vers le PS. Dans la région parisienne, les militants du PCF les plus hostiles à Marie-George Buffet, comme ceux pour qui le contact avec un processus d'auto-activité avait été le plus perturbant, ne sont très vite plus venus ni aux réunions locales, ni même aux meetings que le comité des 200 a encore convoqués. Les militants d'Attac ont redonné la priorité à leurs propres campagnes et à leurs débats internes. Les seules forces politiques prêtes à soutenir le prolongement de vie des comités unitaires ont donc été celles qui y voyaient un intérêt dans la perspective de 2007. Ce sont d'un côté les segments de l'appareil du PCF sur lesquels Marie-George Buffet a prise et leurs alliés, auxquels on peut ajouter en partie PRS comme point d'appui extérieur au PS à Laurent Fabius, et de l'autre, la LCR qui souhaite bien sûr le renforcement des caractères d'auto-activité du mouvement avec tout ce qu'il a qui échappe au contrôle des appareils, mais qui ne veut pas se couper du PCF, encore moins s'opposer frontalement à lui. L'article dans ce même numéro d'Alain Mathieu apporte un bon éclairage sur les problèmes des comités du 29 mai et illustre assez clairement ce déchirement. On le retrouvera lorsqu'on abordera la question des perspectives de gouvernement. La fraction des initiateurs de l'appel des 200 décidée à la fois à tenter de continuer à faire vivre les comités et à les sauve-

garder autant que possible d'une instrumentalisation immédiate a eu un certain mérite d'obtenir un accord sur le texte adopté en juin qui faisait barrage à leur instrumentalisation et leur laissait une chance de survivre (j'ai cité les extraits allant dans ce sens dans mon article insatisfaisant du N° 33), mais les militants qui se sont réunis à Nanterre ont bien compris que l'essentiel s'était joué sans eux, en coulisse (voir les éléments apportés par Alain Mathieu). Les appareils exècrent l'auto-activité des travailleurs. Ils livreront donc aux formes d'auto-activité qui sont apparues ou qui se sont consolidées dans la bataille du *Non* une guerre aussi dure qu'ils en sont encore capables. Le député PCF des Hauts-de-Seine Jacques Brunet l'a dit sans ambages au journaliste du *Figaro* (30 septembre, page 7) qui l'interrogeait : « *si nous sommes un parti, c'est pour faire des propositions, et comme je ne crois pas au spontanéisme des masses, ce sont bien nos propositions qu'il faudra porter* ». Tous les dirigeants et cadres du PCF ne partagent peut-être plus cette conception aussi pleinement que lui. Mais autant être averti et ne pas croire à une « mutation » rapide du PCF. On ne se défait pas facilement du stalinisme, encore moins de l'idéologie du « parti dirigeant de la classe ouvrière ».

IMPORTANCE ET LIMITES

DU « NON SOCIALISTE »

De façon analogue, c'est à des mesures visant à les dessaisir des résultats de leur combat que les militants de base du *Non socialiste* ont été confrontés. La campagne contre le TCE a exigé de leur part un effort pour se réinvestir dans un parti complètement dominé par des élus de tout niveau et par leurs entourages et y reconquérir un espace. Ils ont voulu

se réapproprié ce parti en pensant que le tremblement de terre politique de la victoire du *Non*, acquise contre la direction Hollande et les courants encore plus « droitiers », pour autant que cela soit possible, avait été assez fort pour que le PS se fasse de nouveau un parti qui défende les intérêts de classe des salariés. Le tremblement de terre a bien eu lieu, mais les dirigeants qui ont combattu le TCE, pour certains d'entre eux avec acharnement, ou qui s'en sont démarqués en accentuant progressivement leur opposition publique (Laurent Fabius), veulent tous avoir les mains libres. Les uns pour aider à recoller les morceaux, les autres pour préparer, s'il le faut, les bases d'un parti plus à même de remplir des tâches de dernier rempart de la propriété privée. Depuis fin août, les militants de base des courants Dolez et Emmanuelli ont vécu un processus où ils se sont vus dépossédés de l'essentiel : l'élaboration de la motion d'orientation pour le congrès, rassembler la gauche du parti sur quelles bases programmatiques et pour quoi faire.

Le 29 mai, le PS a subi une défaite retentissante : pas seulement la direction Hollande, Strauss-Kahn, Aubry, Lang, mais le « parti d'Épinaie » dans son ensemble, celui qui a été le pilier de la domination politique et sociale du capitalisme en France depuis vingt-cinq ans, et de son entrée dans les Traités européens. Dans l'immédiat, le gouvernement et l'UMP mettent cette défaite à profit pour consolider des positions institutionnelles et politiciennes mesquines. Tôt ou tard, les conséquences de l'affaiblissement politique du PS pour la défense de l'ordre social en France se feront sentir. Pris comme un tout, en tant qu'appareil politique, centre idéologique et gouvernement de rechange, prêt à assurer « l'alternance », le PS a

volé en éclat entre janvier et mai 2005 sous l'effet des processus sociaux et politiques qui ont provoqué sa division, puis il a subi sous la forme de la victoire retentissante du *Non* le prolongement et la confirmation du vote du 21 avril 2002. Les principaux dirigeants du PS se sont engagés autrement plus profondément dans la campagne du *Oui* que ceux de l'UMP, dont les plus importants responsables n'ont mené campagne que du bout des lèvres. Leur campagne n'a fait que confirmer chez les salariés l'opinion qu'ils ont formée du PS au long du gouvernement Jospin. Plusieurs millions de salariés qui votaient pour lui, sinon tout le temps au moins dans les moments décisifs, le voient maintenant comme un appareil étranger, hostile.

L'addition du 21 avril 2002 et du 29 mai 2005 nourrit des tendances pouvant conduire le PS vers l'éclatement. La situation de très grande tension interne n'a pas été voulue par ceux qui en sont devenus les protagonistes. L'impossibilité de prolonger le règne du consensus mou et l'obligation de « rompre la discipline » ont été imposées l'hiver dernier à ceux des dirigeants qui ont sauté le pas pour se lancer dans la campagne pour le *Non*. Leur décision a été le fait de la pression qui s'est portée sur eux sous la forme de la mobilisation d'une fraction de leurs militants et de leurs adhérents aux côtés des salariés dans les jours qui ont suivi le vote des instances dirigeantes de la CGT. Seul le PRS avait tant soit peu prévu et préparé la situation. Pris dans la chaleur de la campagne, des dirigeants, à vrai dire en nombre réduit, sont allés plus loin dans la voie de la rupture avec le libéralisme qu'ils n'auraient jamais pensé aller. Depuis, ils ont fait marche arrière. Henri Emmanuelli et ses amis ont montré leur refus d'assu-

mer les conséquences du pas qu'ils avaient fait, encore moins de le prolonger, et Marc Dolez son incapacité à le faire, quels que soient ses sentiments personnels à l'égard du capitalisme libéralisé et mondialisé. Henri Emmanuelli et ses amis veulent « recoller les morceaux ». Ils se sont donc mis en quête d'une « synthèse » un peu plus gauche, ce que la majorité est prête à leur concéder sans mal. Jusqu'à présent, ils se sont refusés à l'alliance avec Laurent Fabius et Jean-Luc Mélenchon pour donner corps à la majorité issue du *Non* existant potentiellement au sein du PS. Le ralliement d'Alternative socialiste derrière des gens aussi médiocres que les dirigeants de NPS en a été l'expression.

MANŒUVRES

À LA FÊTE DE L'HUMA

Un parti qui a été rejeté avec la force du 21 avril et du 29 mai n'est plus vraiment à même de servir de « rempart de l'ordre bourgeois », si les conditions viennent à l'exiger, puisque le seul rempart utile sur ce plan est celui constitué par des gens qui ont la confiance et l'écoute des salariés. Il faut préparer une solution de rechange. Au-delà des ambitions personnelles, c'est ce que Fabius et Mélenchon ont compris. Ce sont aussi les seuls chefs de courant à avoir compris que le déchirement du PS français s'insère dans un processus international dont la portée est d'autant plus décisive que l'Allemagne et la social-démocratie allemande en sont l'épicentre. Laurent Fabius et Jean-Luc Mélenchon ont, bien entendu, sûrement plus d'un fer au feu, mais l'un de ceux-ci est la préparation dans les conditions françaises d'une « opération à la Lafontaine », c'est-à-dire d'une forme d'OPA sur le PCF (ou au moins sur une partie des débris de

l'ancien appareil) qui serait aussi une forme de réédition de ce que Mitterrand a fait en son temps par rapport aux débris de la SFIO. Il y a loin de la coupe aux lèvres, l'une des raisons étant la très grande impopularité de Laurent Fabius. Mais tel était pour lui le sens de sa présence à la fête de *l'Humanité*.

Il ne faut pas confondre l'énorme capacité de nuisance que le PCF conserve, avec une jeunesse miraculeusement conservée. La défaite subie par le PS lors de la campagne contre le TCE et la victoire du *Non* lui pose d'immenses problèmes. Le PCF a pu préserver sa très faible représentation parlementaire et quelques mairies uniquement grâce aux accords passés avec le PS. Une situation comme celle des élections locales de Thorigny (où le bloc PS-PCF s'est reconstitué contre le candidat LCR choisi par le collectif du *Non*) ne peut pas être rééditée indéfiniment avec les dirigeants du PS qui ont défendu le *Oui* jusqu'au bout. En tant que parti qui s'est transformé au fil des années en parti d'élus, le PCF a besoin du PS. Ce n'est pas une alliance avec la LCR qui peut garantir au PCF de garder un groupe parlementaire à l'Assemblée, quelques sénateurs et surtout quelques municipalités plus ou moins importantes. Seul un accord électoral avec le PS le peut. Quels que soient les regrets d'Alain Krivine et les reproches qu'il fait au PC (voir ses articles dans *Rouge* du 15 et du 29 septembre), c'est ainsi que Marie-George Buffet raisonne. Elle est simplement à la recherche de dirigeants membres du PS qui soient présentables aux militants qui viennent sinon de ré-adhérer, au moins de revenir vers le PC. Jean-Luc Mélenchon a ce statut. Laurent Fabius ne l'a pas encore, mais il a été invité à la fête de *l'Huma* pour l'aider à l'obtenir. Au même titre que Laurent

Fabius, Marie-George Buffet et ses amis savent aussi que le développement de la lutte de classes peut aisément mettre à l'ordre du jour une situation exigeant la formation d'un bloc politique et d'un gouvernement ayant les attributs classiques d'un Front populaire. La place occupée par le PCF dans la campagne du *Non* et dans le « front unique au sommet » ne doit pas conduire à des erreurs d'appréciation. La campagne du *Non* a encore affaibli le PCF comme appareil centralisé. Elle a accentué les conflits d'orientation et annonce potentiellement de fortes tensions avec les militants. Marie-George Buffet n'ignore pas que sa formation compte des militants et surtout beaucoup d'anciens militants et sympathisants qui ont pris goût à tout ce que la campagne du *Non* leur a apporté. Ils ne se laisseront pas réduire de nouveau au statut de masse de manœuvre et élément de marchandage politique.

LES MILITANTS DE BASE DU PARTI SOCIALISTE DESSAISIS DE LEUR COMBAT

Il n'y aura aucune retombée bénéfique mécanique de la paralysie du PS comme parti capable de tenir la barre de l'État bourgeois en « alternance » avec l'UMP, pas plus qu'il n'y a de conséquences favorables automatiques de l'étape nouvelle de désagrégation du PCF. Ces processus n'auront des effets positifs que pour autant que les militants et les salariés parviennent à les exploiter au compte de la définition et de la mise en œuvre d'un projet politique propre, d'un **projet politique indépendant**. Au PS, une couche de militants est potentiellement disponible pour se joindre à ce travail. Ce sont celles et

ceux qui ont réinvesti le PS pendant la campagne contre le TCE, qui ont cru avoir mené avec quelque succès un travail pour se « réapproprier leur parti » et qui ont vu la victoire du *Non* comme ouvrant une voie vers un retour possible du PS vers un âge d'or où il aurait été au service des salariés. Mais retour vers quoi ? Vers le « parti Epinay » qui a porté Mitterrand au pouvoir ? Vers le parti co-rédacteur du Programme commun ? Point n'est besoin de faire appel à l'histoire, pour dire qu'après 22 ans de participation active à la construction de tout ce qui a été répudié avec le TCE, et 20 ans de pratique de l'alternance gouvernementale en France, il n'y a rien que des militants puissent se « réapproprier » pour en faire un véritable outil politique pour les salariés.

Le PS peut simplement être le terrain de batailles ponctuelles menées par des militants au compte du mouvement émergent d'auto-activité politique des travailleurs. À mesure qu'il se fortifie, ce mouvement frôlera le PS. Mais son pôle, ou sans doute plutôt ses pôles se situeront ailleurs. La tâche sera de permettre à des militants restant au PS de se joindre au processus. Même ainsi, ce sera un travail sur un terrain difficile étant donné le degré d'intégration du PS dans le fonctionnement de la V^e République et du ralliement de tous ses dirigeants, **sans exception**, à l'idée que Rocard peut défendre sans peur d'être contré, à savoir qu'il n'y aurait pas de sortie du capitalisme. Par « temps calme », sur le plan économique et social, les structures du PS retrouvent toute leur pesanteur. Ce n'est que lorsque la lutte des classes atteint une grande intensité que les militants peuvent s'en libérer partiellement. Le PS n'est même pas sensible à ce qui se passe à ses frontières. Le caractère terriblement « franco-

français » de la pensée socialiste, pour peu qu'on puisse utiliser ce terme, fait qu'aujourd'hui il se trouve au PS très, très peu de gens pour faire entrer dans la social-démocratie française le vent venu d'Allemagne. Sur ce point aussi, seule une accentuation qualitative de la lutte des classes des salariés peut modifier la situation.

QUEL DÉBOUCHÉ POLITIQUE, QUELLE PERSPECTIVE GOUVERNEMENTALE ?

Le caractère *ad hoc* des comités, l'objectif délimité sur lequel ils se sont constitués, la nature tout à fait préliminaire de leurs débats sur le fond et surtout le poids (poids bien relatif, mais poids quand même) des appareils qui s'est réaffirmé dès la mobilisation finie sont autant de facteurs qui expliquent pourquoi la victoire du 29 mai n'a eu aucun prolongement politique immédiat. Même dans une perspective un peu plus lointaine, cette victoire n'a pas produit de formule claire et acceptée de « gouvernement du Non ».

Il faut voir cela de plus près. Aussi embryonnaire qu'il ait été, le processus d'auto-activité représenté par les comités unitaires a créé une situation où seuls les mots d'ordre défendus **au sein** des comités unitaires (ainsi qu'au sein des « comités pour le Non socialiste », pour autant qu'il en ait existé de vrais) et y trouvant un certain écho avaient une chance d'être repris plus largement et de se transformer en exigence politique populaire plus ou moins massive. Il en a été ainsi du mot d'ordre de « Chirac démission ! » (la question de son avenir, on l'a vu, a été réglée depuis par la bourgeoisie elle-même). Même lorsque l'hypothèse d'une victoire du

Non a commencé à se consolider de sondage en sondage, son lancement n'avait pas été préparé dans les comités avant le 29 mai par la LCR qui y était très présente, ni défendu fortement par elle dans les réunions des comités qui ont suivi le 29 mai. Les courants et groupes bien plus petits qui l'ont défendu après le 29 mai s'étaient tenus à l'écart de l'appel des 200. Mais ils avaient aussi peu participé à l'activité des comités unitaires. C'est en tant qu'« avant-gardes » situées en dehors du mouvement où les militants et les salariés s'étaient regroupés que ces courants et groupes ont décrété que c'était le mot d'ordre juste. Celui-ci n'avait pas été plus préparé du côté du « Non socialiste ».

La configuration des comités et leur activité n'ont pas été tels non plus qu'elles permettent à la victoire du *Non* de déboucher sur une forme plus ou moins largement acceptée de futur « gouvernement du Non ». Après le 29 mai et en dépit des traits nouveaux et des résultats de la campagne contre le TCE, les salariés n'ont pas de représentation politique qui porte autrement que les « jours de fête » leur rejet du libéralisme. Pour combattre le libéralisme, il faut ne pas avoir peur de la perspective d'avoir un jour à « franchir la ligne jaune » établie dans tant de têtes à Attac et dans le mouvement anti-mondialiste comme au Parti socialiste, et d'avoir à prendre de vraies mesures anti-capitalistes, touchant notamment à la propriété des moyens de production. Cette peur s'étend à la nécessité absolue de sortir des Traités européens, question taboue ou au mieux abordée par éclipses. Ce qu'Henri Emmanuelli et ses amis ont présenté comme perspective politique dans leur contribution, avant même qu'ils n'acceptent de dissoudre celle-ci dans la synthèse avec Montebourg et Peillon, en est

une parfaite illustration. Mais les 27 propositions du PCF ne valent pas mieux. Pour celui-ci, le champ de la rupture avec le libéralisme est également étroitement borné.

Le « Non socialiste » n'a pas débouché sur un texte commun en vue du congrès du Mans, susceptible d'ouvrir la voie vers une « candidature unique du Non » et un gouvernement Fabius-Buffet. Restent que les ambitions personnelles de Laurent Fabius, jointes à une appréciation qu'un tournant brusque dans la situation politique pourrait rendre nécessaire une solution de gouvernement correspondant à une radicalisation de la lutte des classes et à un mouvement important de l'électorat vers la gauche l'amènent à se tenir prêt à activer une formule de gouvernement de Front populaire reposant sur une alliance avec le PCF, au besoin à former avec une partie de celui-ci un nouveau parti à la manière dont Lafontaine a agi en Allemagne. Si la situation l'exigeait, la LCR serait invitée à entrer dans un gouvernement de ce type.

Le congrès du parti socialiste du Mans s'achèvera-t-il dans des conditions où la victoire de ce « bloc du Non » qui refuse de se constituer permette de réactiver la formule du gouvernement PS-PC ? Pour l'instant cela est loin d'être certain, puisque l'hypothèse de la « grande synthèse » excluant Laurent Fabius n'est pas encore écartée. Une victoire d'un « bloc du Non » au Mans ouvrirait la voie à un gouvernement Fabius-Buffet. Si les élections devaient se dérouler conformément au « calendrier électoral », donc en mars 2007, au terme du mandat de Jacques Chirac, sans soubresaut politique majeur, un tel gouvernement serait une version à peine amendée de « gouvernement de l'alternance ». Il chausserait les souliers de celui de l'UMP. Il gagnerait les

élections contre celui-ci, mais les salariés ne sont pas prêts à voir dans un PS dirigé par une nouvelle équipe et dans le PCF la représentation politique de leurs intérêts. Les absences seraient importantes et le face-à-face rapide. **Tout autre chose serait un bloc politique Fabius-PCF conduit à se porter candidat au pouvoir à la suite d'une crise politique majeure survenant avant la fin « normale » du mandat présidentiel.** Un tel bloc combinerait alors **contradictoirement** les attributs d'un « gouvernement ouvrier » recevant l'appui, au moins électoral, des salariés, et ceux d'un gouvernement de front populaire, dernier rempart de défense de la propriété privée des moyens de production.

C'est à la préparation d'une « crise politique majeure » ayant cette conséquence qu'il s'agit donc de réfléchir politiquement, tant du point de vue des conditions dans lesquelles elle pourrait éclater que de celui en tout point décisif des conditions dans lesquelles une telle crise pourrait être poussée le plus loin possible dans une voie favorable aux intérêts de classe des salariés et des exploités en France, dans les pays voisins et dans le rayon d'impact mondial des luttes des classes en Europe.

LES VOIES D'UNE CRISE POLITIQUE MAJEURE ET LES RESPONSABILITÉS DES MILITANTS

Commençons par les conditions d'éclatement. Je ne pense pas que ce soit **de l'intérieur** de l'État dont l'UMP tient toutes les commandes que naîtra l'objet politique dénommé « crise politique majeure ». C'est l'un des points en discussion au sein du comité de rédaction de *Carré Rouge*.

Les tensions, conflits, contradictions qui minent cet État et ses différentes institutions feront de lui le relais immédiat d'événements et de chocs venus de l'extérieur et le paralyseront. Mais son affaiblissement et son affaissement n'annoncent pas son explosion. C'est seulement **de l'extérieur** que la « crise politique majeure » peut venir. Je ne vois en ce moment à celle-ci que deux origines possibles. La première est une crise financière et économique mondiale majeure. Les germes de celle-ci existent, mais l'expérience de 1997-1998 (crise asiatique et crise russe, quasi krach à la suite de la défaillance de LTCM) interdit d'en annoncer la venue. La seconde est un mouvement des salariés et des exploités en France, culminant dans un processus ayant les attributs d'une grève générale politique. Un tel mouvement n'éclatera pas mécaniquement. C'est un autre point au moins partiellement en discussion au comité de rédaction de *Carré Rouge*. De nouvelles explosions sociales localisées peuvent toujours avoir lieu dans les semaines et les mois qui viennent. Les salariés peuvent avoir tiré très vite les leçons de ce qui s'est passé à la SNCM. Confrontés à une fermeture, ils peuvent partir au combat dans tel ou tel secteur. Mais l'extension de tels combats et leur centralisation sont une autre affaire. On l'a vu fort clairement à Marseille. Le type de mouvement de grande ampleur entraînant de vastes secteurs des salariés qui est nécessaire aujourd'hui pour stopper l'offensive politique et sociale majeure en cours, c'est-à-dire un mouvement qui conduise à une grève générale qui assumerait pleinement son caractère politique, ne peut avoir lieu que s'il est **préparé et construit**. C'est là l'expérience du mouvement de 2003, qui n'a pas débouché sur la grève généra-

le bien qu'elle en avait créé une partie des prémisses. Un mouvement ayant les attributs d'une grève générale politique dépend de l'engagement, notamment dans la CGT ou autour d'elle, de militants ouvriers orientés vers l'auto-activité sur le plan de la lutte des classes, et prêts à s'engager dans sa préparation et sa construction politique et organisationnelle. **Auto-activité des salariés ne rime pas avec spontanéisme.** Beaucoup, au plus exactement tout, dépend de militants syndicaux, à la CGT et dans certains des syndicats SUD, et politiques, à la LCR ou dans des groupes politiques plus petits, et de la manière dont ils iront à la recherche des salariés prêts à s'engager, qui existent de toute évidence de façon éparse, et dont ils les aideront à se coordonner.

Reste le rôle essentiel de la perspective politique, de **la vision et du projet d'avenir**. Au-delà de l'aggravation de leurs conditions quotidiennes de travail et d'existence, ce qui aiderait les salariés et les exploités et même de très nombreux militants à s'engager, le jour où ils s'y décideront, dans un mouvement de très grande ampleur, notamment dans les entreprises, serait qu'ils aient un début de conviction que la possibilité de faire échec à la mondialisation libérale est réelle, et que les rapports entre salariés peuvent être ordonnés au niveau de la France et des pays voisins en Europe sur d'autres bases que leur mise en concurrence féroce. Les quelques milliers de militants qui ont participé aux débats dans les collectifs du *Non* en sont sortis mieux informés et mutuellement renforcés dans le rejet du libéralisme. Les liens étroits, voire le caractère inséparable de celui-ci avec le capitalisme tout court ont été compris d'un grand nombre d'entre eux, sans toutefois que ce début de compréhension ne contienne par lui-même des

éléments de solution aux questions en jeu, que ce soit au niveau des institutions constitutives d'une vraie démocratie ou à celui des rapports sociaux de production et des formes de propriété.

Ici une revue comme la nôtre doit se donner les moyens, en collaboration avec tous ceux qui en partagent l'objectif, de dépasser les déclarations d'intention et de mener ce travail d'élaboration sérieusement. Dans un cadre différent, c'est ce qui est aussi en jeu à Attac. L'avenir est plus que jamais entre les mains des « travailleurs eux-mêmes ». Mais tous ceux qui peuvent contribuer à ce qu'ils se ressaisissent d'un « dépassement du capitalisme » qu'il faut toujours nommer le « socialisme », sont de leur nombre, fût-ce dans un rôle spécifique.

Il faut revenir aussi sur la question du propagandisme, auquel il a été fait allusion plus haut, mais aussi sur celle du cloisonnement des débats des

groupes et des organisations par rapport aux discussions d'ensemble des salariés et des exploités. Dans la situation nouvelle où il n'y a plus de parti hégémonique exerçant une emprise politique et physique forte sur la classe ouvrière, et où les processus d'auto-activité des travailleurs émergent et cherchent à se renforcer, le propagandisme d'antan ne se justifie plus. Il fait même offense au mouvement propre des travailleurs. **L'élaboration programmatique doit se faire à l'intérieur des processus relevant de l'auto-activité** et y prendre leur contenu et les mots d'ordre défendus y prendre leur forme définitive. Cela ne vaut pas seulement pour de petits groupes, mais pour l'ensemble des organisations trotskystes. Dans le cas de la LCR, je voudrais poser la question suivante. Par rapport aux enjeux actuels et à la progression des processus d'auto-activité, quelles sont l'utilité et la valeur d'un congrès, auquel les journalistes et des observa-

teurs sélectionnés seront certes invités, mais dont la préparation se sera faite sans que les différentes positions qui se discutent n'aient été soumises au débat de l'ensemble des militants qui ont participé à la bataille contre le TCE ? Cette présentation publique ne serait-elle pas une concrétisation tangible de la perspective du parti anticapitaliste ouvert, dont Alain Mathieu se fait encore l'avocat dans son article ? Cinq contributions ont été annoncées dans *Rouge*. Si elles signifient quelque chose pour l'avenir des salariés et des exploités, ne faut-il pas qu'elles leur soient exposées ? Autrement, quelles que soient les intentions « subjectives », le congrès de la LCR participera aussi à la marginalisation et à l'infantilisation des salariés et des exploités. Or l'une des leçons de la campagne du *Non*, c'est que leur fraction la plus dynamique ne veut plus de celles-ci.

□